



OBSERVATOIRE de l'Allemagne

LA ZEITENWENDE : un changement d'époque pour la politique de défense allemande ?

Charline Runge / Assistante de recherche à l'ECFR

Avril 2022



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Charline Runge / Assistante de recherche à l'ECFR

Franco-allemande, née à Munich, Charline Runge a suivi un double cursus en sciences politiques à Sciences Po Bordeaux et à l'Université de Stuttgart. Spécialisée sur les questions de défense européennes, elle a durant ses études réalisé un stage auprès du ministère de la Défense allemand (BMVg) et a rédigé un mémoire sur le thème „La boussole stratégique et son influence sur la relation franco-allemande“. Elle travaille aujourd'hui pour le think tank European Council on Foreign Relations (ECFR).

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE DE L'ALLEMAGNE

L'Observatoire de l'Allemagne cherche à animer les débats et la réflexion en apportant un éclairage aux pouvoirs publics, aux professionnels du secteur privé et au grand public, sur l'évolution de l'Allemagne contemporaine et son impact sur la coopération franco-allemande et l'Union européenne. Il a pour ambition de peser sur les débats publics et d'accompagner les décideurs dans leur compréhension des processus politiques, économiques et sociétaux en Allemagne, par la publication d'analyses et par l'organisation d'évènements.

L'Observatoire veille à faire appel à des contributeurs et intervenants français et allemands, issus d'horizons divers afin d'offrir un regard croisé et original sur les problématiques traitées. Il est dirigé par Jacques-Pierre Gougeon, professeur des universités, directeur de recherche à l'IRIS, avec Gaspard Schnitzler, chercheur à l'IRIS. Il s'inscrit dans le cadre du Programme Europe, stratégie, sécurité de l'IRIS.



PROGRAMME
**EUROPE,
STRATÉGIE &
SÉCURITÉ**

Le programme Europe, Stratégie, Sécurité s'attache à décrypter les mutations de l'Europe et de son environnement régional sur le plan politique et stratégique. Reconnu pour son expertise tant au niveau national qu'international, l'IRIS est partenaire et coordinateur de projets internationaux avec les principaux centres de recherche en Europe, qui permettent à l'Institut de tisser des liens forts avec les décideurs

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

QU'EST-CE QUE LA « ZEITENWENDE » QUE CONNAÎT ACTUELLEMENT L'ALLEMAGNE ?

En allemand, le mot « Wende » (litt. *tournant*) décrit un changement radical, décisif, qui fait partie de l'histoire mondiale. Après la réunification de la RFA et de la RDA en 1990, une nouvelle « Wende » a été amorcée en Allemagne en 2022, une « Zeitenwende » (litt. *changement d'époque*), en réaction à l'agression russe en Ukraine, un terme utilisé par le chancelier Scholz dans son discours devant le *Bundestag* le 27 février dernier. Certes, ces deux tournants sont historiques et ont des conséquences profondes pour l'Allemagne et l'Europe, mais à la différence de la « Wende » de 1990, qui était née d'un profond désir de changement, celle d'aujourd'hui est le fruit d'une obligation.

Le changement d'époque actuel concerne avant tout deux volets – la politique énergétique et la politique de sécurité – dans lesquels l'Allemagne a progressivement abandonné sa souveraineté au cours des 20 dernières années. Si la dépendance vis-à-vis du gaz, du pétrole et du charbon russes a régulièrement fait l'objet de débat outre-Rhin, aucune mesure n'a été prise, et pire encore le gazoduc *Nordstream 2* - qui ne sera finalement pas mis en service - avait été autorisé, illustrant à quel point l'Allemagne était illusionnée. Il faut toutefois dire qu'il existe, et qu'il a toujours existé en Allemagne, un débat sur l'énergie et l'environnement, notamment au sujet de l'énergie nucléaire et des combustibles fossiles. Les dernières centrales nucléaires seront fermées avant la fin de l'année en Allemagne et une transformation complète du mix énergétique vers des sources d'énergies renouvelables a déjà commencé. Néanmoins, cette transformation prendra encore quelques années, période pendant laquelle l'Allemagne restera dépendante des livraisons de gaz russe. C'est pourquoi, en mars 2022, le ministre allemand de l'Économie Robert Habeck (*Die Grünen*) a décidé de conclure un partenariat énergétique avec le Qatar, créant ainsi une nouvelle dépendance énergétique vis-à-vis d'un État non démocratique. Toutefois, en attendant les premières livraisons qataries, la sécurité énergétique allemande continuera à dépendre du gaz russe.

La situation est bien différente en ce qui concerne la politique de sécurité et de défense, l'Allemagne ayant délégué une grande partie de sa souveraineté aux États-Unis. Bien que l'Allemagne reconnaisse la nécessité de contribuer à la sécurité au sein de l'alliance de l'OTAN, cette contribution se fait à contrecœur. Les dernières élections fédérales allemandes ont montré qu'une adhésion étroite à l'OTAN n'était pas évidente. Chez les Verts et le SPD, deux des partis de la coalition tricolore, des voix se font régulièrement entendre pour remettre en question le fonctionnement de *Bundeswehr* ainsi que le rôle de l'Allemagne au sein de l'OTAN.

La « Zeitenwende » et le « Sondervermögen » qui lui est lié, le fonds spécial dédié à la *Bundeswehr*, mettent à l'épreuve la société allemande. En effet, les objectifs du changement d'époque font basculer deux concepts auxquels les Allemands sont attachés : d'une part le « désintérêt amical »¹ pour la *Bundeswehr* et la politique de défense, et d'autre part la tendance allemande à économiser.

CE TOURNANT ANNONCE-T-IL LA FIN DU DÉSINTÉRÊT DE LA POPULATION ET DE LA CLASSE POLITIQUE ALLEMANDE POUR LES QUESTIONS DE DÉFENSE ?

La relation de l'Allemagne avec son armée est plus qu'ambivalente. D'un côté, les Allemands font plus confiance à la *Bundeswehr* qu'à de nombreuses autres institutions, mais d'un autre côté, l'armée et la politique de sécurité sont absentes du débat public dans la société allemande. Ainsi, lors de la campagne électorale, il n'en a quasiment pas été question, ce sujet ne faisant traditionnellement pas partie des thèmes dits « gagnants ». Ces dernières années, l'Allemagne a pu facilement se défaire d'une part de ses responsabilités, au motif de son héritage historique. Si la culpabilité morale des horreurs de la Seconde guerre mondiale demeure un lourd fardeau pour les Allemands, qui fait partie intégrante de leur identité, elle a longtemps permis d'éviter tout réarmement de l'Allemagne.

Les Allemands ont volontiers adopté cet argumentaire pour justifier le fait qu'un investissement dans la *Bundeswehr* n'était pas nécessaire et que les missions militaires n'étaient approuvées qu'à contrecœur. Même l'annexion de la Crimée, l'empoisonnement puis l'emprisonnement de l'opposant russe d'opposition Alexeï Navalny, ou encore l'élection de Donald Trump n'ont pas suscité dans la société allemande un grand intérêt pour la politique de sécurité.

La *Bundeswehr* et la politique de sécurité restent donc le parent pauvre de la politique allemande. L'état de vétusté de la *Bundeswehr* a longtemps fait sourire, devenant une sorte de « running gag », au point de cacher le danger qui en résultait. D'une certaine manière, les Allemands étaient, et sont toujours fiers de ne pas avoir besoin de puissance militaire ou de dissuasion pour défendre leurs intérêts. Jusqu'au conflit actuel en Ukraine, nombre d'Allemands étaient convaincus d'avoir dépassé l'ère militaire et de pouvoir défendre leurs

¹ Ou « freundliches Desinteresse » pour reprendre les mots de l'ancien président fédéral allemand Horst Köhler en 2005, au sujet de la relation des Allemands avec la *Bundeswehr* et la politique de sécurité et de défense.

intérêts uniquement en se tenant à l'écart de tout et en restant suffisamment neutres, tout en se berçant de la protection de l'OTAN.

La guerre d'agression contre l'Ukraine a clairement montré que nous nous étions trompés au sujet de notre ami et partenaire économique russe et que la politique de sécurité devait être repensée. L'Allemagne passe donc d'un « désintérêt amical » à un « intérêt forcé » pour la politique de sécurité. Ici aussi, la « Zeitenwende » est évidente. Le rapprochement et la dépendance vis-à-vis de la Russie sont un problème structurel qui repose sur des décennies d'erreurs d'appréciation de la part des hommes et femmes politiques allemands. Le « Wandel durch Handel » souhaité (litt. *changement par le commerce*²) n'a pas été exigé durablement par l'Allemagne.

Un autre concept très allemand, qui est également mis à mal par la « Zeitenwende », est celui d'austérité ou de « Schwarze Null » (litt. *le zéro noir*), qui implique un équilibre budgétaire. Ce principe est si fondamental pour l'Allemagne qu'il est inscrit dans la Loi fondamentale. Les 100 milliards d'euros du fonds spécial annoncés pour la *Bundeswehr* ne peuvent donc être débloqués que par une modification de la Constitution. Bien que 100 milliards d'euros puissent paraître une somme incroyable et que le tabou de l'emprunt semble brisé, l'Allemagne ne deviendra pas pour autant une puissance militaire. Au fond, cette somme élevée montre une fois de plus que l'Allemagne n'a pas pris sa politique de sécurité et de défense au sérieux pendant les dernières décennies.

COMMENT SERA DÉPENSÉ CE FONDS SPÉCIAL DE 100 MILLIARDS D'EUROS ?

De nombreux experts estiment qu'entre 20 et 30 milliards d'euros seront nécessaires pour adapter les forces allemandes aux normes de l'OTAN. Il ne s'agit toutefois pas seulement de systèmes d'armes high-tech coûteux, mais aussi de vêtements et d'équipements individuels pour les soldats, ainsi que de munitions. Par ailleurs, cet argent servira à financer l'achat de l'avion de combat américain *F-35*, qui doit permettre de maintenir la capacité de dissuasion nucléaire de la *Luftwaffe* pour le compte de l'OTAN, et offrir une solution transitoire en attendant le SCAF. D'autres investissements dans des projets d'armement multinationaux et des projets nationaux de grande envergure sont également prévus. Ce

² « Wandel durch Handel » est l'expression utilisée pour décrire la politique à l'égard de l'Est (*Ostpolitik*) de Willy Brandt et Egon Bahr. L'idée était que les relations économiques, et donc les libertés économiques, seraient suivies d'une liberté politique. Les relations économiques avec la Russie ont également été fondées sur ce concept.

pourrait être l'occasion pour l'Allemagne de s'engager dans de nouvelles coopérations avec la France, afin d'alimenter la politique de défense européenne. Pour l'Allemagne, répondre aux exigences de l'OTAN et convaincre la population de la nécessité d'une politique de sécurité renforcée, tout en veillant à ce que la politique de défense européenne ne soit pas négligée, sera certainement un exercice périlleux. Cette tâche immense ne pourra se faire de façon efficace sans une concertation avec son partenaire le plus proche, la France.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
EUROPE,
STRATÉGIE &
SÉCURITÉ



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.